

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **80 (1988)**

Heft 5

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

La Communauté européenne: avec ou sans la Suisse?

par Beat Kappeler*

La Communauté européenne est née il y a 30 ans. Depuis trois ans, elle suscite l'inquiétude des pays d'Europe qui n'en sont pas membres car elle va devenir, d'ici 1992, le plus grand marché au monde sans barrière, pour les biens, les services, la main-d'œuvre et les capitaux. Cette perspective, exposée dans «livre blanc» de la Commission des Communautés européennes, préoccupe également depuis une année l'opinion publique suisse. L'AELE, l'organisation «parallèle», menace de s'effondrer puisque l'Autriche et éventuellement la Norvège sont attirées par la dynamique de Bruxelles, alors que le Portugal a déjà adhéré à la CE. La Suisse se retrouvera-t-elle bientôt seule au sein de l'AELE? Il s'agit, dans une première phase, d'examiner ce qu'est la CE, ce grand ensemble qui s'engage sur la voie ardue de la supranationalité et dont nous ne connaissons pas encore les mécanismes. Dans une deuxième phase, nous nous attacherons à exposer les éléments de la problématique relative aux différences entre la structure de l'économie et de la société suisses et celle de la CE. Enfin, nous évoquerons les possibilités d'action qui s'offrent à la Suisse dans une perspective syndicale. Toutefois, force est de constater d'ores et déjà que la Suisse, pour la première fois depuis cinquante ans, n'est plus entièrement maîtresse de son avenir, mais qu'elle dépend des décisions de la CE. En effet, celle-ci peut choisir, dans les années 90, d'accepter notre pays en tant que membre ou de le maintenir à distance, tout en lui proposant des arrangements libéraux ou restrictifs.

1. La CE et la supranationalité naissante

Le 18 avril 1951, l'Allemagne, la France, l'Italie et le Bénélux signaient le Traité CECA par lequel ils adoptaient une politique commune en matière de production d'acier et d'exploitation minière. Le rôle essentiel de cet accord était, outre les avantages économiques qu'il présentait, de réunir les ennemis qui s'étaient affrontés durant la guerre qui venait de se

* *secrétaire de l'USS*